

ECONOMIE MIGRATIONS

Comme au XIX^e siècle, la globalisation commerciale et financière actuelle favorise les migrations internationales de travail. Avec deux différences majeures : les travailleurs non-qualifiés ne sont plus les bienvenus, et la sélection à l'entrée est de plus en plus rude.

Extrait de *International Migration and the Integration of Labor Markets*, présenté à la conférence *Globalization in Historical Perspective*, 4-5 mai 2001, National Bureau of Economic Research. www.nber.org/books/global

La globalisation en col blanc

BARRY R. CHISWICK

UNIVERSITÉ D'ILLINOIS*

TIMOTHY J. HATTON

UNIVERSITÉ D'ESSEX**

Les migrations internationales ont connu deux périodes clés : une période de migration massive, qui est allée crescendo entre 1850 et 1913, et une période de migration massive mais « contrainte », celle des cinquante dernières années. A chaque fois, la globalisation des marchés commerciaux et financiers a constitué un facteur économique essentiel. Et si les moteurs fondamentaux de l'immigration sont communs aux deux périodes, la nature, la direction et les conséquences des flux migratoires reflètent des changements dans la structure et le degré d'intégration de l'économie internationale.

Les migrations internationales affectent l'offre d'emploi¹ et les caractéristiques démographiques tant du pays de départ que du pays d'accueil. Elles influent également sur la croissance économique, les modèles d'échange, la répartition des revenus et la distribution du pouvoir politique au

plan national et entre les Etats. Leurs effets sont conditionnés à la fois par les changements structurels de l'économie mondiale et par les changements de régime politique. A leur tour, les régimes politiques évoluent en réponse aux changements de structure économique, aux développements politiques et aux migrations elles-mêmes.

Dès le début des migrations massives, au milieu du XIX^e siècle, la politique migratoire réagit à la globalisation en marche. A la fin du XIX^e siècle, des barrières s'élèvent à l'entrée du Nouveau Monde, la plus grande abondance de main-d'œuvre faisant ralentir la croissance du salaire réel et creusant les écarts de revenu. Les deux conflits mondiaux et la dépression de l'entre-deux-guerres intensifient le processus de restriction. A court terme seulement, car le retour de la stabilité au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se traduit par une réouverture

*Dept of Economics
College of Business
Administration
605 S. Morgan Street - Chicago
IL 60607-7200 - Etats-Unis
brchis@uic.edu

**Dept of Economics
Room 5L.319 - Wivenhoe Park
Cheltenham CO4 3SQ
Grande-Bretagne
hatton@essex.ac.uk

des frontières aux mouvements des personnes. A partir des années 1970, le renforcement de la demande d'émigration s'accompagne une nouvelle fois d'une moindre croissance du salaire réel et d'un creusement des écarts de revenu. Le sentiment anti-migratoire se renforce rapidement, reflété dans certains pays par des politiques très strictes à l'encontre des travailleurs migrants.

Les puissances coloniales européennes ne sont pas étrangères à cette globalisation migratoire. Au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, elles ont envoyé dans les colonies des travailleurs européens qualifiés et surtout affecté des quantités massives de travailleurs asiatiques non-qualifiés, issus surtout de Chine et d'Inde, dans les plantations et les mines d'autres régions du monde moins développées que l'Asie. Cette forme de globalisation des marchés du travail s'est en grande partie achevée avec la Première Guerre mondiale, la dépression puis la Seconde Guerre mondiale. La dislocation des empires coloniaux après 1945 lui a porté un coup d'arrêt définitif.

La globalisation financière au secours des salaires

La globalisation a également eu d'importants effets indirects. A la fin du XIX^e siècle, le capital attirait le travail de l'autre côté de l'Atlantique vers le Nouveau Monde et ses abondantes ressources. Tandis que la pression migratoire faisait augmenter le loyer de la terre, la libre circulation

du capital atténuait le ralentissement de la croissance du salaire réel. Sans la globalisation des marchés du capital, le contrôle des mouvements migratoires serait probablement intervenu plus tôt. Dans l'entre-deux-guerres, lorsque le marché global du capital implosa, les entraves à la migration s'élevèrent plus rapidement (avant même la Grande Dépression). Après la Seconde Guerre mondiale, la dotation en ressources naturelles devenant un atout moins décisif pour un pays, et les marchés de capitaux renouant avec la globalisation, les effets de la migration sur les salaires réels et sur la répartition des revenus s'allégèrent. Ainsi, en atténuant les impacts de la migration sur les salaires, la globalisation financière a soutenu les politiques de libéralisation des flux migratoires jusqu'au milieu des années 1970 et modéré la réaction anti-migratoire des décennies suivantes.

L'intégration des marchés des biens et services a également influencé les politiques migratoires. A la fin du XIX^e siècle, la baisse des coûts de transport commence à pallier la rareté relative des facteurs de production et favorise la convergence des salaires de part et d'autre de l'Atlantique. La vieille Europe se trouve ainsi envahie par les produits agricoles du Nouveau Monde, tandis que ses produits manufacturés inondent l'Américain. Et si le commerce international réduit la demande globale de travail en Europe, il augmente la demande relative de travailleurs non-qualifiés. Symétriquement, dans le Nouveau Monde, le commerce accroît les besoins

Les migrations internationales dans le monde - 1950-1995 (soldes globaux en millions)

Principaux pôles d'immigration

Etats-Unis	+ 22,7
Allemagne	+ 8,6
Inde	+ 6
Canada	+ 5,1
France	+ 4,4
Australie	+ 3,8
Arabie saoudite	+ 3,7
Israël	+ 2,5
Emirats arabes unis	+ 1,4
Hong Kong	+ 1,3
Bénelux	+ 1,1
Suisse	+ 1,1

Principaux pôles d'émigration

Mexique	- 7,1
Bangladesh	- 4,9
Philippines	- 4,5
Afghanistan	- 4,3
Pakistan	- 2,9
Vietnam	- 2,2
Algérie	- 1,8
Egypte	- 1,5
Pologne	- 1,4

relatifs en personnel qualifié. Les barrières douanières McKinley et Dingley² instaurées aux États-Unis sont ainsi destinées à protéger les travailleurs qualifiés. Sans ces droits de douane, les obstacles à l'immigration seraient sans doute apparus plus tôt.

À partir des années 1970, la globalisation commerciale entraîne à la baisse la rémunération du travail non-qualifié dans le monde occidental développé, et à la hausse dans le tiers monde abondant en main-d'œuvre. Elle pénalise les travailleurs occidentaux peu qualifiés par rapport au personnel qualifié. L'immigration a finalement gonflé l'excès de travailleurs non-qualifiés dans les économies développées, marginalisés par le commerce et les changements technologiques. Il n'est donc pas surprenant que les politiques de fermeture des flux migratoires adoptées à partir des années 1970 aient été principalement destinées à réduire les entrées de travailleurs non-qualifiés (malgré les politiques de regroupement familial).

1946-2000 : migrations sous contrainte

Après la Seconde Guerre mondiale, la suprématie de l'avion sur le bateau a entraîné une forte baisse des coûts de transport des personnes. Le déclin du coût de l'information et de la communication a également contribué à resserrer le coût de l'immigration internationale. Les migrations internationales ont donc pu reprendre une fois apaisés les bouleversements et les mouvements de population de l'immédiat après-

guerre. Elles copièrent tout d'abord le modèle d'avant 1913, avec cependant une « rupture » des liens familiaux moins nette que pour les migrants du XIX^e siècle. Mais les politiques de contrôle des flux migratoires appliquées dans les pays d'accueil restaient essentiellement celles introduites au début du siècle. Ce n'est que dans les années 1960 qu'elles changèrent radicalement aux États-Unis, au Canada et dans les pays d'Océanie, avec la fin des quotas favorables aux immigrants issus du nord-est de l'Europe.

Le modèle d'immigration intercontinentale a connu trois changements structurels majeurs.

- 1) Le déclin de l'émigration européenne (lire encadré).
- 2) La transformation de l'Amérique latine de région d'accueil en région de départ, symétrique de la conversion de l'Europe (et du Japon) de région de départ en région d'accueil.
- 3) L'explosion de l'émigration asiatique et le début de l'émigration africaine.

L'avenir des politiques migratoires

La tendance à l'intégration et à la globalisation des marchés du travail, de la production et du capital observée au cours des derniers siècles va probablement se poursuivre, encouragée par la baisse du coût de l'information, de la communication et du transport. Dans la mesure où les pays les plus pauvres réussiraient à sortir de la « trappe à pauvreté », cela permettrait de financer la migration internationale, parallèlement aux fonds envoyés par les émigrants dans leur pays

Vielle Europe, jeune terre d'accueil

Au début des années 1950, 400 000 Européens émigraient chaque année vers l'Amérique du Nord et l'Océanie, contre moins de 100 000 au début des années 1990. Cette chute de l'émigration européenne traduit en partie la relance de la migration interne à l'Europe. La part de l'Europe dans le total des émigrants portugais est ainsi passée de 1,5 % en 1950-1954 à 57,1 % en 1970-1974. La migration intra-européenne (Turquie comprise) a augmenté rapidement après 1945 par le biais des

systemes de « travailleurs invités », particulièrement en Allemagne où, en 1973, un travailleur sur neuf était né à l'étranger. Pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, les étrangers sont passés de 1,3 % de la population en 1950 à 4,5 % en 1990. Ce chiffre doublerait si l'on comptabilisait les personnes nées à l'étranger et naturalisées.

Dans les décennies plus récentes, l'Europe de l'Ouest et du Sud est devenue une destination pour les migrants venus d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. Avec l'implo-

sion de l'Union soviétique, elle voit également arriver des migrants issus d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. En conséquence, l'immigration nette vers l'Union européenne est passée de 200 000 personnes par an dans les années 1980 à plus d'un million par an entre 1989 et 1993, puis à 640 000 par an entre 1994 et 1998. En termes de flux entrants, l'Union européenne dépasse désormais les États-Unis, et ce sans tenir compte des immigrants clandestins.

B. C. & T. H.

PLUS

T. J. Hatton, J. G. Williamson, *What Fundamentals Drive World Migration?* WIDER, 2002.

d'origine. Les pays développés, pour peu que la croissance économique se maintienne, continueront d'attirer les candidats à l'émigration issus d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Malgré eux cependant, car les économies du Nord, technologiquement avancées, ont des besoins croissants en travailleurs très qualifiés mais ont de moins en moins d'emplois à proposer aux moins qualifiés. A cet égard, la première décennie du XXI^e siècle diffère radicalement de

« On devrait ainsi assister à une plus grande convergence des salaires entre les différents pays en fonction du niveau de qualifications. »

la première décennie du XX^e, où les secteurs industriel, minier et agricole des colonies de peuplement d'outre-mer étaient encore très demandeurs de travailleurs non-qualifiés. Les travailleurs migrants non-qualifiés employés dans les pays développés verront donc leur salaire décliner dans les années à venir par rapport aux autres catégories de personnel. Leur rémunération demeurera cependant supérieure à celle qu'ils pourraient espérer toucher dans leur pays d'origine. On devrait ainsi assister à une plus grande convergence des salaires entre les différents pays en fonction du niveau de qualifications.

Ce n'est pas la seule particularité de la période actuelle. La répartition des revenus joue un rôle bien plus important dans la fonction de bien-être social qu'au début du siècle. A un degré plus ou moins élevé, toutes les économies développées sont devenues des Etats-providence. Partout, une part importante du revenu national est

désormais consacrée aux transferts sociaux, qu'il s'agisse de revenus d'assistance, d'allocations familiales, d'indemnités de chômage, de prises en charge de soins de santé ou d'aide aux personnes âgées. La hausse de l'immigration de travailleurs non-qualifiés couplée à la raréfaction des emplois non-qualifiés dans les économies avancées signifie que des parts croissantes du revenu national vont être transférées par le gouvernement aux populations pauvres et faiblement qualifiées, qu'elles soient nationales ou étrangères. Le processus dont nous avons déjà été témoins au cours des dernières décennies risque donc fort de se poursuivre : les pays d'accueil vont accorder une nette préférence aux immigrants qualifiés et multiplier les obstacles à l'entrée de personnes peu qualifiées. La pression pour la délivrance de « visas humanitaires » sur la base d'un statut de réfugié ou de relations familiales avec une personne déjà installée n'y fera pas grand chose. ●

1) L'offre d'emploi est entendue ici au sens de la théorie économique et non au sens courant : elle émane de l'ensemble des personnes à la recherche d'un travail. Quant à la demande de travail, c'est celle qui émane des employeurs à la recherche de personnel.

2) Les barrières douanières « McKinley et Dingley » ont été mises en place dans les années 1890 aux Etats-Unis sur une vaste gamme de produits importés manufacturés et semi-manufacturés pour protéger les travailleurs qualifiés.